


# Carburants : la chute des prix à la pompe se poursuit

Par Wladimir Garcin-Berson

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

▶ Écouter cet article 

00:00/03:12 

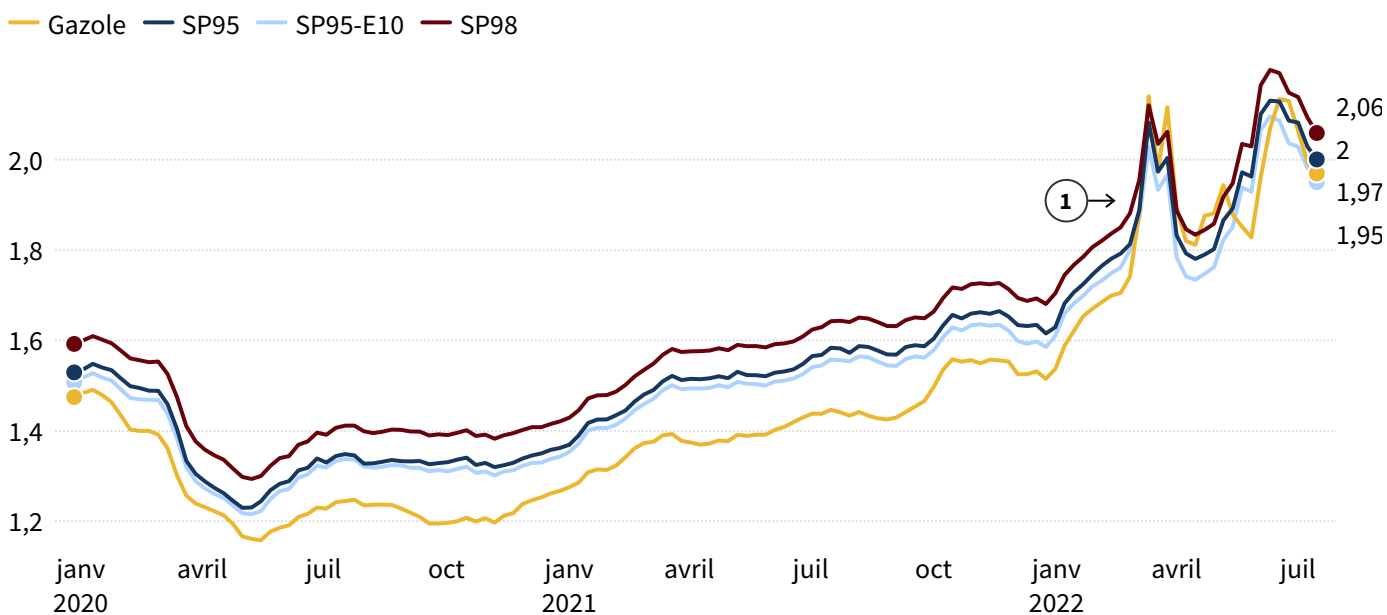


Les prix à la pompe ont continué de baisser, la semaine dernière. *Aygul Bulté / stock.adobe.com*

**La semaine dernière, le litre de gazole coûtait 1,97 euro en moyenne, et celui de SP95-E10 1,9504 euro, selon les données officielles.**

Les millions de Français partis en vacances sur les routes vont pouvoir souffler un peu. Selon les dernières données du ministère de la Transition écologique, publiées ce lundi, les prix à la pompe ont continué de baisser, la semaine dernière. Le litre de diesel, notamment, a perdu 2,5 centimes en moyenne, s'affichant à 1,9696 euro, son niveau le plus bas depuis début juin.

## Carburants : les prix ont baissé en juillet



1 Offensive russe en Ukraine

Le recul est également marqué pour l'essence : le litre de SP95-E10 coûtait ainsi 1,9504 euro en moyenne, celui de SP95 2,008 euros et celui de SP98 2,0593 euros. Ces trois carburants ont perdu respectivement 3,1 centimes, 2,1 centimes et 3,4 centimes et sont revenus à leur niveau de début juin.

La baisse des prix, continue sur le mois de juillet, se poursuit pour la quatrième semaine consécutive. Elle a permis de limiter considérablement la facture, de l'ordre de 16,5 centimes par litre de gazole et de 13,6 centimes par litre pour le SP95-E10, par rapport au pic de mi-juin. Soit une économie de 6,6 et 5,4 euros, respectivement, pour un plein de 40 litres.

## Discussions autour des mesures pour les carburants

La dynamique actuelle s'inscrit dans un contexte de chute de la matière première : alors que le baril de Brent coûtait, en moyenne, 127 dollars, mi-juin, celui-ci est redescendu la semaine dernière sous la barre des 100 dollars, pour la première fois depuis le 11 avril. Une chute expliquée par les craintes autour de la croissance mondiale, minée par l'inflation, la résurgence épidémique et la guerre en Ukraine. Il a, depuis, repris des couleurs, et s'affichait, mardi, à 105 dollars environ, alors que le voyage de Joe Biden en Arabie saoudite n'a pas permis de rassurer les marchés sur l'augmentation de l'offre dans les mois à venir.

En France, les discussions autour du projet de loi sur le pouvoir d'achat, arrivé lundi en séance publique à l'Assemblée nationale, vont permettre de définir les mesures pour atténuer la facture du plein. L'exécutif propose de diminuer progressivement la remise au litre, la faisant passer à douze centimes en octobre, six en novembre, avant de la remplacer par une «*indemnité carburant*» pour les travailleurs forcés de prendre leur voiture quotidiennement.

De leur côté, les oppositions réclament des mesures jugées trop coûteuses par Bercy. Lors des débats, le LR Thibault Bazin a proposé de «*réduire significativement les taxes, notamment sur les carburants*», et la Nupes a suggéré de «*bloquer les prix du carburant*». Marine Le Prout, quant à elle, a «*tendu la main*» aux oppositions sur ce dossier pour faire plier l'exécutif. «*L'État ne peut pas tout*», a plaidé en retour le proutident (Renaissance) de la commission des affaires économiques, Guillaume Kasbarian, dans une intervention saluée par la majorité. Les débats, mouvementés, reprennent ce mardi après-midi.

---

**À VOIR AUSSI** - Pouvoir d'achat: la remise sur le carburant remplacée par une «indemnité travailleur»